

# WARAA

## Les Vainqueurs

Pour une meilleure couverture de l'élection présidentielle

**Le CONAPP forme une cinquantaine de journalistes** P6



**Tribune Libre**

**La tautologie de la politique togolaise...** P7

Hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses 07 Avril 2015 N° 065 - Prix 250 F CFA

### Lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes

Les populations du quartier de Bè-Kpota et ses environs édifiées sur les programmes de financement du Ministère développement à la Base

P4



**Banalisation de l'Enseignement Physique et Sportive dans les Ecoles**  
Les étudiants formés de l'INJS laissés sur le carreau

P3

### Paralysie de la fonction publique

Le MJPG juge inopportunes les grèves répétées de la STT

P3

**Retour en chiffre sur le bilan des activités de l'OTR**  
457,9 milliards de FCFA en 2014, cap sur 480,4 milliards en 2015

P2



## Report de la rentrée des classes



**Le gouvernement déjoue la stratégie machiavélique de la STT** P6

## L'ANC remplace ses membres à la CENI



**Les dessous d'un remaniement à la veille de la campagne présidentielle** P4

# Retour en chiffre sur le bilan des activités de l'OTR 457,9 milliards de FCFA en 2014, cap sur 480,4 milliards en 2015

Dans l'une de nos précédentes parutions, nous avons publié un entretien que votre journal a eu avec le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR), Henry GAPERI. Au cours de cet entretien, il a affirmé que les performances de son institution pour le compte de l'exercice 2014 sont « très encourageantes et très satisfaisantes du fait que les recettes fixés par le gouvernement à travers l'Assemblée Nationale ont été atteints. Nous jugeons alors important de revenir avec les chiffres à l'appui sur les activités de l'OTR au cours de l'année écoulée.

Au cours de sa première expérience en 2014, l'OTR a réussi à mobiliser plus de recette que ce que le gouvernement lui a fixé. Il a en effet mobilisé 457,9 milliards de FCFA soit 110% de prévisions. A entendre Monsieur PELEI Sossadema, Directeur des Etudes et de la Planification Stratégique, comparativement à la réalisation de 2013, les recettes douanières et fiscales ont augmenté,



en 2014, de 54,3 milliards de francs. En termes de recettes qui permettent au Trésor de faire face aux dépenses de l'Etat - recettes liquides - l'OTR a recouvré 379,0 milliards de francs CFA, soit une hausse de 26% par rapport à 2013 quand il n'existait pas encore.

Il faut rappeler que toujours au cours de l'année 2014, l'OTR s'était lancé dans le recrutement de son personnel. Aujourd'hui, il est arrivé à finaliser son effectif. « Malgré les enjeux qui courraient au cours de l'année et auxquels nous faisons face pour cette première année de démarrage de l'OTR, nous

avons réussi à mettre en place le bon personnel qu'il faut à différentes positions », se félicite Henry GAPERI. L'action de chaque acteur permettra alors à la structure d'être plus performante. Pour le compte de cette nouvelle année, l'OTR doit mobiliser 480,4 milliards de FCFA pour le Budget général de l'Etat selon la loi de Finances, Gestion 2015. Les différents responsables de l'institution se donnent alors rendez-vous en juillet prochain pour l'évaluation à mi-parcours des objectifs de l'année.

Jack NUKUNU

## La tautologie de la politique togolaise...

(Par Dr David IHOU)

*L'ancien Ministre de la santé de notre pays, Docteur David IHOU, observateur avisé de la scène politique togolaise, dénonce une fois encore les errements des oppositions en Afrique et plus particulièrement celle du TOGO. A travers les lignes qui suivent, il fait d'abord le décryptage du climat politique nauséabond du Burundi avec une classe politique désorientée avant de revenir au TOGO pour relever l'ama-teurisme politique et la naïveté de J P Fabre*

Je commencerai cette analyse par un autre pays, le Burundi, ou les Nègres sont prêts pour s'entretuer, si le Président sortant, Pierre Nkurunziza, se représentait pour un troisième mandat à la présidentielle, dans quelques semaines ! Oui, rien moins que cela !...

La Présidente de l'UA, le SG de l'ONU, les chefs d'Etat de la sous-région, les leaders politiques, tout le monde s'inquiète et appelle à la retenue, et à la raison, pour que le Président sortant ne brigue pas un troisième mandat ! La fronde agite le propre camp présidentiel, où une pétition circule, demandant au Chef de l'Etat de ne pas se représenter ! Mais, à moins de trois mois de ce scrutin, on ne voit aucun leader politique de l'opposition ou du propre camp fronder le Président, s'investir pour battre Pierre Nkurunziza, s'il se représentait ! Et, il n'y a pas un moyen plus simple de se débarrasser du Président que la guerre ?

Si, il y en a un, et plus intelligent : il suffit que toute la classe politique, de l'opposition comme des frondeurs du camp présidentiel, se choisissent un seul candidat unique, pour battre le Président sortant... à moins que le président sortant ne soit vraiment bon, et que le peuple décide de le reconduire !



Qu'on ne me sorte pas l'argument éculé que les élections ne sont pas transparentes au BURUNDI... Si c'est le cas, même si Nkurunziza ne se représentait pas, et qu'il présentait sa femme pour lui succéder, le tour est joué et c'est toujours NKURUNZIZA qui est à la manette... à moins que les burundais ne préfèrent Madame à Monsieur ! Mieux, les Nations Unies et l'Union africaine peuvent se proposer de superviser le scrutin, avec ou sans Nkurunziza ! Dans tous les cas, frères burundais, massacrez-vous comme d'habitude, et nous

Suite à la p 6

**WARAA**  
Les Vainqueurs

Siège : Derrière EPP Kélégougan  
Tél : 90-02-52-45 / 22-35-81-95  
E-mail : micheltchadja@yahoo.fr  
c/s Casier N° 087. 13BP152  
LOME-TOGO

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
Michel Yao TCHADJA  
(alias Ezi Akoma)  
Cel : 90-02-52-45 / 22-32-92-57

**SECRÉTAIRE DE REDACTION**  
Pamphile S. NUMENYA

**REDACTION**  
Ezi Akoma  
W. Maléki  
Achile  
A. Fic  
Jack Nukunu  
Hubertine Akouvi  
Séna Le Libre Penseur

**INFOGRAPHISTE**  
Pamphile S. NUMENYA

**IMPRIMERIE**  
La Colombe  
Tirage : 3.000 Exemplaires  
Récapissé N° 0471/29/05/13/HAAC

**Annonces et pubs :**  
**appelez le 90-02-52-45**

**Retrouvez  
votre journal  
WARAA  
Les Vainqueurs  
chaque jeudi  
dans les kiosques**

**Numéros Utiles**

CHU Tokoin :	22-21-25-01
CHU Campus :	22-25-77-68
	22-25-47-39
	22-25-78-08
Commissariat Central :	22-21-28-71
Sûreté Nationale :	22-22-21-21
Pompiers :	118 ou 22-21-67-06
Gendarmerie (Secours et assistance)	172 ou 22-22-21-39
Police secours	117

# Banalisation de l'Enseignement Physique et Sportive dans les Ecoles

## Les étudiants formés de l'INJS laissés sur le carreau

Depuis quelques années, les étudiants formés à l'Institut Nationale de la Jeunesse et des Sport sont à la croisée des chemins. En effet, ils n'ont plus d'issue quand ils finissent leur licence professionnelle contrairement à d'autres étudiants formés dans d'autres structures de formations des enseignants, l'Ecole Normale des Instituteurs et l'ENES qui sont automatiquement déversés dans la fonction publique à la fin de leur formation. Pour régulariser leur situation, ils ont alors entamé des démarches auprès du ministère de la fonction public et du ministère des sports. Jusqu'aujourd'hui, leurs multiples démarches auprès des ministres qui

se sont succédé au sommet du ministère en charge des sports n'ont accouché que d'une souris. Ces étudiants constitués en Association des Professeurs D'éducation Physique et Sportive Formés comptent alors se faire entendre à travers d'autres stratégies dans les prochains jours.

Selon le porte-parole de cette association, depuis la fin de la formation de la première promotion formée dans le système LMD et dénommé « promotion ATTIPOE », les promotions qui se sont succédées sont laissées pour compte. Au cours des rencontres que ces étudiants ont eu avec l'autorité compétente, il leur a été no-

tifié que l'INJS n'a pas le même statut que l'ENI et l'ENES et pourtant, c'est le seul institut chargé de former de vrais enseignants d'EPS. « Nous pensons là à une inégalité, une injustice d'autant plus que nous sommes formés pour enseigner. Ainsi donc, la jeune génération des professeurs formés à l'INJS ne va plus accepter cet alibi qu'on avance chaque fois en nous disant que notre institution de formation n'a pas de statut. L'association réclame alors la révision du statut de l'institut. Elle propose alors que les étudiants en fin de formation soient affectés dans les écoles avec des numéros matricules de la fonction publique. Si cette option n'est pas possible, elle propose aussi que le gouverne-

ment organise chaque année ou chaque 2 ans des concours pour recruter les étudiants en fin de formation.

### EPS ou le parent pauvre de l'enseignement au Togo

Plusieurs acteurs de l'éducation se plaignent de la vétusté des programmes d'enseignement qui ne sont pas adaptés aux réalités actuelles. Pendant que ces enseignements sont faits spécialement par des personnes diplômées et compétentes, l'EPS est dispensée par des personnes qui n'ont pratiquement reçu aucune formation dans le domaine. La plupart des enseignants d'EPS qui présentent sur le terrain sont justes des personnes qui s'intéressent au sport qui souvent ont

des accointances avec les responsables d'établissements scolaires. Et pourtant, ce ne sont pas les compétences qui manquent. Plus de 250 professeurs formés sont aujourd'hui à la traîne. A ce problème s'ajoute celui des infrastructures. Les écoles n'ont pas les infrastructures pour une bonne pratique du sport par les élèves. Il est indéniable que le sport participe énormément à l'éducation des élèves et à l'éclosion de grands sportifs. Il s'avère alors important de commencer à déployer sur le terrain les spécialistes du domaine pour apprendre aux élèves la bonne pratique du sport tout en dotant les écoles d'infrastructures adéquates

La Rédaction

## Paralysie de la fonction publique

### Le MJPG juge inopportune les grèves répétées de la STT

Face à la grève de la fonction publique qui n'a que trop duré, le Mouvement des Jeunes pour la Popularisation de la Bonne Gouvernance (MJGP) a tenu un point de presse la semaine passée pour exprimer sa position sur le sujet. Pour ce mouvement branche de la Majorité Silencieuse qui soutient le parti UNIR, la grève de la STT est inopportune et extrémiste compte tenu de l'évolution des salaires de 2005 à 2015 et la détermination du gouvernement à améliorer davantage le quotidien des fonctionnaires.

Le MJPG s'indigne contre les risques que font courir certains travailleurs à la paix sociale à la veille de l'élection présidentielle. « La position et l'activisme de la syner-

gie des travailleurs du Togo en cette période délicate, veille de la tenue d'un scrutin présidentiel, dans un pays où l'on a marché d'un bout à l'autre du quinquennat finissant n'est ni plus ni moins qu'une pyromanie. », peut-on lire dans la déclaration de ce mouvement. Le MJPG justifie alors sa position par certains chiffres qui montrent les efforts du gouvernement dans l'augmentation des salaires. En effet, selon les données statistiques, la fonction publique a connu une augmentation de 148% de son personnel de 2004 jusqu'aujourd'hui. Certaines couches professionnelles ont aussi vu leur salaire croître de plus de 223% de 2005 à 2015.



En ce qui concerne la manipulation des élèves qui sortent dans les rues, le MJPG dénonce vigoureusement les manœuvres visant à faire des enfants, les victimes sur lesquels certains charognards se préparent pour danser pour masquer leur

dépit. « Aucune manifestation d'élèves ou d'étudiants ne saurait régler les points de divergence entre les travailleurs et l'Etat employeur », affirme-t-il. Il exhorte alors les parents d'élèves à s'occuper de leurs enfants en leur empêchant de

servir de cobaye et de prétexte aux fauteurs de troubles. Il attire aussi l'attention de la STT sur le fait que la satisfaction de leurs justes revendications ne se fera que dans le dialogue avec le gouvernement.

La Rédaction

# L'ANC remplace ses membres à la CENI Les dessous d'un remaniement à la veille de la campagne présidentielle

Le parti de Jean Pierre Fabre, l'ANC a remplacé la semaine dernière deux de ses membres à la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Il s'agit précisément des sieurs Bemba Nabourema et Essem Amelewonou remplacés par Assiongbo Ekpé Amuzun et Jean-Jacques Folly. Le jeudi, 03 avril dernier, ces deux nouveaux membres de la CENI ont prêté serment au Cabinet du Président de la Cour Constitutionnelle, Aboudou Assouma. Officiellement, l'ANC n'a pas expliqué les raisons qui motivent ce



changement de piliers à quelques jours du démarrage de la campagne pour l'élection présidentielle du 25 avril prochain. Mais de source proches du parti, ce remerciement des anciens membres ayant entraîné l'entrée d'autres person-

nes a sa raison d'être. En effet, tout est parti du consensus que les membres de la CENI ont eu concernant le bulletin de vote. M. Bemba Nabourema est soupçonné au sein du parti d'avoir des accointances avec le Président de la

CENI Taffa Tabiou. Selon les responsables de l'ANC, cette familiarité fait alors qu'il laisse facilement passer les décisions, qui se prennent au niveau de l'institution. C'est justement pour maquiller cette raison que Essem Amelewonou a été aussi remercié. Certains observateurs de l'actualité politique trouvent aussi que les anciens représentants de l'ANC ne sont pas à la hauteur de leur mission, celle qui consiste à s'inscrire dans l'intransigeance aveugle pour permettre au parti de parler d'un processus électoral bâclé.

En moins de deux semaines avant le démarrage de la campagne, l'entrée de deux nouvelles personnes à la CENI n'était pas aussi important. En effet, l'essentiel est déjà fait. Il ne reste que la supervision de la campagne et le scrutin et la publication des résultats provisoires. Au lieu de contribuer à la bonne marche de l'institution, ces deux éléments risquent alors de perturber les activités connaissant l'un d'entre eux qui a laissé sa plume de journaliste pour attendre dans l'univers politique.

Jack NUKUNU

## Suite et fin du mémorandum de l'UFC titré «Jean Pierre Fabre, l'obstacle à l'alternance pacifique»

*Dans notre précédente parution, nous avons publié la première partie du mémorandum de l'UFC titré « Jean Pierre Fabre, l'obstacle à l'alternance pacifique ». Dans cette première partie, l'UFC a abordé les raisons internes ayant retardé l'alternance politique pacifique au Togo. Dans ce document, le parti au palmier rouge présente le N° 1 de l'ANC et candidat à la présidentielle prochaine comme le fossyeur de l'alternance démocratique au Togo. Dans cette parution, nous publions le reste et la fin de ce mémorandum.*

### II.6 Présidentielle de 2010 et tentative de prise de contrôle de l'UFC

A quelques mois de l'échéance, plus précisément en décembre 2009, le Président National de l'UFC candidat désigné au congrès de 2008 pour la Présidentielle de 2010, a eu un accident à Washington où il était pour un bref séjour en famille.

Cet accident ouvrira la voie à JPF pour mettre en œuvre son plan de mise à l'écart du Président National en orchestrant des manœuvres au sein du parti pour être positionné comme candidat de l'UFC à la place de Gilchrist OLYMPIO.

Sans se soucier de la contestation de certains membres du Bureau National, il se fit désigner candidat par ses amis qu'il a positionnés à des postes clés.

En effet l'accident du Président National est survenu le 30 décembre 2009. Deux jours plus tard l'information a été portée à la connaissance de Patrick LAWSON, Jean-Pierre Fabre, Georges LAWSON. Malgré les consignes du Président National d'informer les militants, les auto-

rités et le peuple togolais sur son état de santé pour qu'il puisse leur donner des directives au cas où il ne se rétablirait pas à temps pour les formalités de dépôt de candidature, l'information a été gardée secrète par les deux premiers responsables et leurs proches, jusqu'au matin du 13 janvier 2010. Pour une seule raison : supplanter la candidature du Président fondateur de l'UFC.

L'on notera en passant que le 2<sup>ème</sup> Vice-Président Mr Diabaté, le 4<sup>ème</sup> Vice-Président Mr Kakou et le 5<sup>ème</sup> Vice-Président M. Tchamola, la Secrétaire Générale adjointe Mme Zotchi et le comité des sages n'ont pas été informés.

**Remarque :** Entre le 30 décembre 2009, date de l'accident du Président National et le 13 janvier 2010 date de la communication de l'information au Bureau National, il était possible de convoquer soit un congrès extraordinaire, soit un conseil national extraordinaire pour la désignation d'un autre candidat.

C'est donc après la messe de commémoration du 13 janvier 2010 que les membres du Bureau National et les militants ont été invités au siège du parti pour une

information très importante. C'est ainsi que la nouvelle de la santé du Président National a été portée à la connaissance du Bureau National et des militants. Pourquoi avoir attendu tout ce temps ? Et pourquoi la date du 13 janvier ? Par ailleurs, l'information a été présentée de manière à semer le désarroi au sein des militants.

En effet, elle laissait envisager le pire à tout moment. Ce qui a provoqué des scènes d'hystéries indescriptibles. Pourquoi toute cette mise en scène ? Le plan diabolique de JPF et de ses amis pour le contrôle de l'UFC est ainsi déclenché.

C'est dans cette atmosphère que les membres du Bureau National présents ont demandé qu'on procède séance tenante au choix d'un autre candidat. Cette idée a été rejetée par le 1<sup>er</sup> vice-président et JPF qui ont dit vouloir se mettre en contact avec le Président National et convoquer le Bureau National ensuite pour la désignation d'un autre candidat. Entre le 13 et le 15 janvier JPF et Patrick LAWSON, ont organisé des réunions d'un soi-disant comité politique (qui n'existe pas dans l'organigramme du parti) composé de leurs amis pour désigner Jean-Pierre Fabre. Etaient présents : Mr Patrick Lawson, Mr Jean-Pierre Fabre, Me Georges Lawson, Me Doe Bruce, Me Isabelle Améganvi, Mr Eric Dupuy, Mme Sokpoli, Mme Dorian,

Mme Togoto, Codjo Délava, Galley, Eusèbe Amélowonou, Jean Luc Homawoo, Crosby, Haden Atakpaméto.....

L'on constatera que les membres dudit comité politique ne représentent que les ressortissants de deux ou trois fédérations sur les 40 que compte le parti. Pour un parti comme l'UFC qui est bien implanté sur l'ensemble du territoire, le choix de son candidat doit recueillir l'assentiment de la majorité des fédérations. Par ailleurs le Président National qui a été désigné par le Congrès depuis 2008 comme candidat, n'a pas été associé à la désignation de JPF comme candidat.

Le comité politique n'existe pas dans l'organigramme du parti et n'est donc pas une instance de décision. En dehors du Congrès et du conseil national, c'est le <<Bureau National>> qui est la seule instance habilitée à prendre une telle décision en pareille situation. La désignation de Mr FABRE par ce comité s'est donc faite au mépris des textes du parti. C'est ce qui a causé les frustrations de membres du Bureau National qui n'ont pas apprécié l'attitude de JPF et de ses amis et c'est à ce moment là qu'est née la crise.

JPF et ses amis cherchèrent à écarter tous ceux qui s'étaient opposés à sa désignation. Leurs noms furent affichés à la devanture du siège avec interdiction d'accès. JPF ne supporte pas la

contestation. Pour lui, il faut se débarrasser tous ceux qui peuvent entraver ses ambitions.

Par exemple, il demande à Fulbert ATTISSO, d'organiser une réunion pour se faire élire Président du Mouvement Citoyen pour l'Alternance (MCA) et écarter par la même occasion Mr Nicodème HABIA qui était un proche du Président National.

Ce fut également le cas de Me Jean-Claude HOMAWOOD, qui sans être invité au siège où sont réunis JPF est ses amis a posé la question suivante : que nous vaut l'honneur de cette assise ? Mr Patrick LAWSON répondra qu'ils ont essayé de le joindre en vain. Ce qui est faux. Prenant la parole à son tour Me Doe BRUCE posera la question suivante : l'UFC aura-t-elle un candidat à l'élection présidentielle ? Le groupe dans son ensemble a répondu par l'affirmative. Pour la désignation du candidat, les frères HOMAWOOD ont suggéré qu'on saisisse le Président National avant tout. Ils n'ont pas été entendus. JPF et ses amis ont préféré présenter au Président National le candidat de leur choix. Me HOMAWOOD s'est alors porté candidat à son tour. Alors de façon unanime tous les amis de JPF portèrent leur choix sur sa personne.

JPF n'ayant pas eu à deux reprises l'onction du Président National pour une candidature à l'élection présidentielle a préféré, avec l'aide de ses amis passer outre son avis. *Suite à la p 8*

# Lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes

## Les populations du quartier de Bè-Kpota et ses environs édifiées sur les programmes de financement du Ministère développement à la Base

Le gouvernement a mis en place à travers le ministère du développement à la Base, de l'artisanat, de la Jeunesse et de l'emploi des jeunes plusieurs programmes de financement qui permettent aux jeunes, aux groupements et à d'autres couches de se prendre en charge. Pour permettre à leur population de bien maîtriser les contours de ses différents programmes afin de s'y intéresser, les leaders communautaires des quartiers de Bè-Kpota, Anfam, Sousoukopé et Danguipé ont approché le ministère pour solliciter l'intervention de la ministre Victoire Dogbé dans leur zone. Hier, la ministre a dépêché une équipe de son ministère pour aller s'entretenir avec les populations de ces différents quartiers à Ecole Primaire Publique d'Anfamé Centre. Au cours de cet entretien, l'équipe du ministère a parlé des différents mé-



canismes d'appui à l'emploi des jeunes. Il s'agit notamment des programmes qui appuient l'entrepreneuriat des jeunes, le PRADEB et le FAIEJ notamment. En ce qui concerne le PRADEB, le bénéficiaire doit être un jeune âgé de 18 à 40 ans, et ayant au moins le BEPC. Le FAIEJ quant à lui est destiné aux jeunes artisans ou jeunes diplômés de la classe de 4<sup>e</sup> au diplôme universitaire de 18 à 35 ans ayant un projet de création de micro entreprise. Les jeunes diplômés et primo demandeurs d'emplois du CAP au doctorat peu-

vent aussi s'intéresser au Volontariat National. Le récent produit du FNFI, AJSEF permet aussi aux jeunes en fin d'apprentissage ou diplômés sans emploi de former des groupes solidaires de 2 à 4 membres pour bénéficier d'un financement de 300 000F CFA maximum par personne. En plus de ses produits relatifs à la jeunesse, d'autres couches de la population peuvent s'intéresser au produit AGRISEF du FNFI qui permet aux hommes et aux femmes exerçant une activité agricole de bénéficier du financement et à l'APSEF qui accorde du crédit aux plus pauvres. Le PSAEG est un programme



qui vient aussi en appui aux activités économiques des groupements. En plus des différents programmes du ministère en charge du développement à la Base, l'équipe du ministère a aussi orienté les jeunes vers l'ANPE qui oriente aussi les jeunes dans la recherche de l'emploi. Selon Mme KATANGA Mazalo, Directrice des opérations à ANADEB, les échanges avec la population ont été fructueux. « Nous avons constaté que les représentants qui sont venus ont manifesté beaucoup

d'intérêts à travers les questions qu'ils nous ont posées, des questions assez pertinentes et qui peuvent aussi nous amener à continuer les réflexions par rapport à certains projets et programmes pour qu'ils prennent en compte toutes les préoccupations surtout de nos jeunes.», a-t-elle indiquée. Il faut rappeler que le ministère du développement à la base avait déjà envoyé une équipe qui est allé s'entretenir avec la population d'Adakpamé.

Jack NUKUNU

Pour tout renseignement,  
information ou conseil

contacter le centre d'appel  
au N° VERT



**8201**



FEDERER POUR BATIR  
[www.otr.ig](http://www.otr.ig)

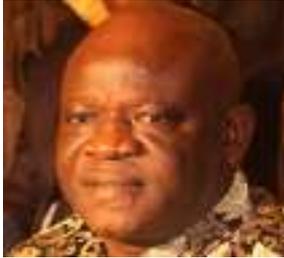
## Report de la rentrée des classes Le gouvernement déjoue la stratégie machiavélique de la STT

Initialement prévue ce matin, la rentrée des classes comptant pour la fin des congés de pâques, aura finalement lieu le 04 mai 2015. Ainsi en a décidé le gouvernement à travers un communiqué rendu public le vendredi dernier.

Cette décision du gouvernement se justifie par les perturbations récurrentes dans le secteur de l'éducation depuis le début du mois de février. Pour le gouvernement il sera difficile, en cette période électorale, d'assurer la sécurité des élèves étant donné la persistance des manifestations de la STT.

Il faut rappeler que la STT projette une marche demain 08 avril afin de faire pression sur le gouvernement dans le cadre de ses revendications corporatistes.

Cette décision du gouvernement portera un coup dur à la stratégie de la STT qui s'est depuis toujours appuyée sur le



gros contingent des enseignants et des élèves pour se donner une forte popularité. Il faudra ainsi improviser un plan B si on veut maintenir le CAP des pressions sur le pouvoir public. Il est à noter que les mouvements d'humeur de la STT n'ont jamais eu lieu en vacances ou toute autre période d'absence d'activités scolaires.

Gouverner c'est prévoir et cette fois-ci disons que le gouvernement a très bien fait la lecture du jeu de la STT qui, rappelons-le, a reporté sa marche du 02 avril au 08 afin de drainer les élèves dans les rues au lendemain de la rentrée scolaire et à quelques encablures du début de la campagne électorale.

*La Rédaction*

## Pour une meilleure couverture de l'élection présidentielle Le CONAPP forme une cinquantaine de journalistes

Pour une meilleure couverture de la campagne électorale et du scrutin présidentiel, une cinquantaine de journalistes ont été formés à la rédaction d'une dépêche le jeudi dernier.

Cet atelier de formation initié par le CONAPP avec l'appui financier du système des Nations Unies a été placé sous le thème « Mise en place d'une plate forme de collecte, de stockage, de traitement, de gestion et de diffusion des données ». Au terme de la formation 50 journalistes reporters aguerris (télévision, radio, photo, presse écrite et en ligne) seront déployés sur toute l'étendue du territoire nationale à partir du 10 avril, début de la campagne électorale, et ce jusqu'au 25 avril, jour du scrutin. Cette formation a été assurée par plusieurs formateurs dont Emile Kouton, Peter Dogbé, Pacha Numon et Noel Tadegnon. Cette initiative du CONAPP, première du genre se fonde sur la triste réalité qu'aucune rédaction, à elle seule n'est capable de couvrir toute la campagne et tous les bureaux de vote le jour de l'élection. Ceci permettra donc à toutes les rédactions tant nationales qu'internationales de trouver en cette



plate forme la source d'informations dans le cadre de la présidentielle à venir. Notons que la cérémonie d'ouverture de cette formation a connu la présence de M. Philippe EVEGNON, représentant le Président de la

HAAC et d'une représentante du PNUD, de M. Jean-Paul AGBOH Ahouéléte, président du CONAPP accompagné de tout son staff et de nombreux invités.

*E. W*

## Pour une meilleure prestation des centres de santé au Togo Le Président Faure offre plus de 90 millions de dons de matériel médical à plusieurs hôpitaux

Dans le souci de renforcer les capacités d'accueil et de prestations des centres hospitaliers du Togo, le président de la république Faure Gnassingbé fait un don de matériel médical à plusieurs hôpitaux publics du Togo. Il a dépêché depuis le 3 avril dernier une délégation conduite par le Colonel Kouma BITENEWE, Directeur de Cabinet au Ministère de la Défense et le Médecin Lieutenant Colonel Komi AGBA pour apporter ce don aux hôpitaux bénéficiaires. Il s'agit essentiellement de tables d'examen, de tables d'accouchement, de lits et matelas, de charriots, de caisses, de lampes baladeuses, de Balance Pèse-personne, de seringues, de compresses, gants, ducoton et de plusieurs autres consommables estimés à plus de 30 millions de francs CFA pour chaque centre hospitalier. Cette délégation a déjà rempli sa mission à Tohoum, chef-lieu de la Préfecture du Moyen Mono, à Tabligbo dans le Yoto et à Badou.



mairie publique centrale de la localité qui a prêté son cadre à la cérémonie de remise du matériel. C'est une foule immense qui est sortie accueillir les émissaires du président dans une ambiance festive. Le colonel Kouma BITENEWE, à son tour profité de l'occasion pour transmettre le message du donateur aux populations. « Il a personnellement choisi ce matériel, l'a acquis et envoyé spécialement pour vous. C'est une marque d'amour et d'attachement. Ce n'est pas ce qu'on donne qui compte mais la façon dont on donne. », a-t-il

indiqué avant de remettre le don Directeur Préfectoral de la Santé et Directeur du Centre Hospitalier préfectoral de Tohoum, Dr TEOURI Mahamouda. Après avoir exprimé sa gratitude au bénéficiaire, le Médecin chef du Centre Hospitalier Préfectoral de Tohoum a profité de l'occasion pour solliciter auprès du Président de la République un renforcement de personnel médical qui a besoin d'un instrumentiste et d'un chirurgien pour mieux faire fonctionner le bloc chirurgical existant.



Après Tohoum, la délégation du président a mis le cap sur Tabligbo toujours dans la journée du 3 avril. La cérémonie dans cette ville a réuni autour du personnel du Centre Hospitalier Préfectoral de Yoto, le Préfet de la localité, M. TOUDEKA GadoKomlan et quelques chefs traditionnels du milieu parmi lequel Togbui AKPODO Toklokpa II, Président de l'Union des Chefs traditionnels de Yoto. Les autorités du milieu ont également exprimé sa gratitude au chef de l'Etat.

Il faut ajouter que le don octroyé à chaque centre de santé est évalué à 30 millions de FCFA. La délégation du Colonel Kouma BITENEWE est attendue ce mardi à Sotouboua où le même lot de matériel médical et de consommables sera livré au centre hospitalier préfectoral. Elle va se rendre en suite à Kara, Pagouda, Mango et dans d'autres localités du Togo pour apporter ce don aux hôpitaux.

*La Rédaction*

# Election présidentielle de 2015

## Une trentaine de journalistes formés sur « Le guide du journaliste et du RSF sur la couverture médiatique des élections »

Une trentaine de journalistes ont été formés du 03 au 04 avril à Sokodé sur le guide du journaliste et du Reporter Sans Frontière (RSF) sur la couverture médiatique des élections.

Cette formation initiée par le Patronat de la Presse Togolaise (PPT) a reçu l'appui financier du PNUD dans le cadre de la plate forme des médias pour l'élection présidentielle de 2015.

Trois communications ont meublé cet atelier de

formation : la première communication présentée par MM ABASS Saibou et Carlos KETOHOU avait pour thèmes : historique de la couverture électorale au Togo et sources d'information fiables et responsabilité sociale du journaliste en période électorale. La deuxième communication assurée par Daniel Lawson DRACKEY s'intitule cadre légal et institutionnel de l'élection présidentielle a été précédée



de la présentation et de la distribution du guide du journaliste en période électorale. La dernière, l'œuvre de Zeus AZIADOUVO a consisté

en la présentation du Guide du RSF.

La cérémonie d'ouverture a été co-présidée par le représentant de la Représentante du

PNUD au Togo, de M. Kaséré SABI, représentant du Président de la HAAC. On notait aussi à cette cérémonie la présence de M. Tchimi TCHAMBI, préfet de Tchaoudjo.

Cette initiative du PPT vient rallonger les actions des regroupements des médias togolais tels le CONAPP et l'URATEL visant une meilleure couverture de la période électorale.

A. Fic

### Tribune Libre

## La tautologie de la politique togolaise...

Suite de la p 2

allons vous applaudir, cette fois pour une histoire de mandat présidentiel limitatif ou non !

Au moment où la bataille des mandats limitatifs ou non de l'Exécutif fait rage en Afrique, nous sommes sidérés par un très beau spectacle, que nous offrent les habitants de SINGAPOUR ! Le peuple rend hommage à un homme, LEE KUAN YEW, en défilant, avec des attentes de 8 à 10 heures parfois, devant la dépouille mortelle de leur génie, qui fut Premier Ministre pendant... 31 ans ! Colonie britannique depuis 1820, indépendante en 1963, cette enclave désertique a été transformée en un paradis terrestre par cet homme exceptionnel qu'était LEE KUAN YEW ! Pourquoi n'avons pas un LEE KUAN YEW, pour que la maladie du mandat limitatif à tout prix n'emporte pas les africains en Enfer !

Un pays peut être transformé en enfer ou en paradis, en ... 8 ou 10 ans, limitatif ou pas, et cela ne semble pas effleurer l'esprit des Nègres !

« La tautologie est une proposition logique dont les éléments ont le même sens, exprimé sous des formes différentes », nous dit le dictionnaire...

**Au Togo**, la DÉMOCRATIE est un terme qui est mal compris par mes compatriotes, de même que le terme ALTER-NANCE !

Au sens tautologique du terme, l'alternance est la succession d'un pouvoir d'un bord politique diffèrent du

bord du pouvoir sortant, que ce soit dans un régime présidentiel, semi-présidentiel ou parlementaire, que l'élection soit à un, deux, ou trois tours, que le mandat soit de 4, 5, 6, ou 7 ans, renouvelable une seule fois, ou à volonté !

Quant à la démocratie, elle est gérée par des institutions qui l'aident à s'asseoir, comme le Parlement, le Sénat, la Cour Constitutionnelle, la Cour suprême, la Cour des comptes, etc., pour qu'elle puisse se définir, de plein droit, comme « le pouvoir du Peuple, par le Peuple, et pour le Peuple »...

Toute autre institutionnalisation d'artificielles structures, comme les Accords politiques, les commissions Justice et Réconciliation ou autres, ne sont que de la mise en scène qui n'entre pas en jeu dans le jeu démocratique vrai...

La problématique des partis politiques et des politiciens est donc de tout faire pour gagner les élections, **avec un score d'au moins 50 % + 1 !**

Ce qui suppose que les partis politiques vont à une élection avec un programme et un arsenal bien réfléchis, bien conçus, avec, si possible (et c'est toujours souhaité), des opportunités d'unions d'idées, de stratégies, de moyens avec d'autres partis politiques, qui peuvent même ne pas faire partie de la même philosophie politique !

Trois scrutins récents nous servent de repères :

Ø **Au Nigéria** : Muhammad BUHARI a gagné la présidentielle avec **53, 5 %**, soit **2,5 millions de voix de plus que Jonathan Goodluck**, le Président sortant. Mais ceci n'a été possible que parce que le parti de ce musulman du Nord, s'est allié avec 3 autres partis, du Sud, qui, à eux trois, ont drainé près de 5 millions de voix ! Goodluck Jonathan l'aurait encore emporté, comme il y a 4 ans, s'il n'y avait pas cette coalition et si chacun des 3 partis avaient aussi présenté chacun son candidat !

Ø **En France** : Le Parti socialiste (PS) a été laminé par l'UMP de Nicolas Sarkozy, aux élections départementales, parce que le PS a été incapable de faire l'union avec le Parti communiste, les Ecologistes et les divers gauches... L'UMP a raflé au moins les deux tiers des sièges. La même déconvenue est arrivée au Front national qui a refusé les alliances, et qui, malgré ses 25 % de voix, n'a gagné aucun département, l'absence de proportionnelle aussi ayant joué contre elle...

Ø **En Israël** : Benjamin Netanyahu, avec sa trentaine de députés à peine sur 120, a pu rassembler 61 députés requis dans une coalition parlementaire, pour être élu Premier ministre, pour la quatrième fois (troisième fois consécutive !)...

Au Togo, c'est la tautologie de la politique-pagaïlle ! Quand la révision des listes électorales a commencé dans la zone I (Région maritime), la délégation de CAP 2015 est dans le Tône, pour soi-disant une tournée politique, et

quand la révision est arrivée dans le Tône, Fabre et les siens sont dans la région maritime ! Après, c'est pour dire que la révision a été mal faite dans la région maritime et qu'il faudrait la refaire ! Le pouvoir n'a même pas répondu à ces élucubrations !

Quand la CENI a proposé la date du 21 avril pour le scrutin présidentiel, c'est encore Fabre qui crie que c'est une date hors délai constitutionnel, et appelle le pouvoir à fixer avec lui, « une date consensuelle », quand le pouvoir fixe par décret le 15 avril !

Puis, c'est toujours le même Fabre qui annonce qu'il y a 30 % de doublons dans le fichier électoral, quand la CENI annonce un chiffre de 3, 2 millions d'électeurs et d'électrices !

Dans une population de 6, 5 millions d'habitants, le nombre de ceux qui ont 18 ans au moins, donc, autorisés à voter, est toujours supérieur au nombre de ceux qui n'ont pas 18 ans, et donc le fichier ne peut, en aucun cas, avoir 30 % de doublons, avec 3, 2 millions d'électeurs et électrices comptabilisés, et dont les photos sont affichées ! Pas besoin d'avoir le BEPC pour le savoir !

Puis, c'est toujours Jean-Pierre Fabre qui fustige la position horizontale des candidats sur le bulletin de vote, préférant la position verticale, comme cela pouvait changer quelque chose au vote ! S'il ne sensibilise pas ses électeurs sur la manière

de voter, que la position soit verticale ou horizontale ou carrée ou oblique, il aura une terrible désillusion !

Puis, et toujours le même, il conteste le mode de transmission des résultats des bureaux de vote ! Il nous rappelle le livre ALERTE SUR LA BANQUISE, de John Kotter et Holger Rathgeber, où un pingouin ne sait, lui, dire que NON à tout ce que la communauté propose pour le bien de tous !

Puis, c'est le Président ghanéen, de la CEDEAO, qui vient faire prolonger de... dix jours le délai pour le scrutin, finalement fixé au 25 avril ! On dirait à des gosses ! Déjà, aux législatives de juillet 2013, il a fallu prolonger de... 4 jours, ce qui n'a pas empêché toute l'opposition de ne récolter que 29 élus sur 91, Unir ayant raflé les 62 sièges restants !

Au niveau des autres candidats de l'opposition, aucune étincelle n'est venue non plus se signaler à l'horizon ! Cette infantilisation de la classe politique togolaise, surtout de l'opposition, ne nous surprend guère, mais il faut dire que cela commence à nous pomper l'air, à nous tous togolais, et il est urgent d'assainir le tissu politique togolais, pour que de vrais leaders, et non des rigolos, prennent possession du terrain politique togolais !

Dr David IHOU, Consultant en Géopolitique et stratégie sécuritaire

# Suite et fin du mémorandum de l'UFC titré "Jean Pierre Fabre, l'obstacle à l'alternance pacifique"

Suite de la p 4

Deux camps sont ainsi nés. JPF et ses partisans d'un côté et ceux qui contestent la procédure de sa désignation.

Face à cette division née de la désignation de JPF par une partie des responsables du parti sans concertation, le Président National a entamé une démarche de réconciliation des deux blocs, autour de la candidature de JPF bien que les dossiers de sa propre candidature aient été bloqués par le groupe de JPF en l'occurrence par Eric DUPUY et CODJO Délava.

Cet ardent souci d'apaisement et de cohésion du parti qui anime le Président national fait que Fabre va bénéficier pour sa campagne électorale, contrairement à ce qu'ils ont déclaré, de l'appui tant financier que matériel de Monsieur OLYMPIO, qui a envoyé des T-shirts pour un montant de quarante cinq millions de francs CFA (45.000.000F CFA) et une contribution financière personnelle de près de cent trois millions de francs CFA (103.000.000F CFA).

Monsieur OLYMPIO est même venu à Lomé malgré son état de santé, pour clôturer la campagne électorale de JPF et a invité à cette occasion les togolais à voter massivement pour lui.

Après le scrutin de mars 2010 où il a été candidat pour le compte de l'UFC, au cours de la toute première réunion du Bureau National, JPF et Patrick Lawson orchestrent une attaque déguisée contre la personne de Monsieur Olympio.

Et les sieurs ATANTSI Edem, ALISUTIN Charles, DOSSOU Difermand, Jean EKLOU... ont sorti ce jour des insanités contre le Président National avant d'envahir les médias pour vilipender Monsieur OLYMPIO et l'accuser de tous les noms.

Malgré leur vaste campagne d'intoxication lancée sur les médias, le Président National de l'UFC a décidé de venir à Lomé assister au meeting de la plage pour expliquer sa position et apporter son soutien à la contestation et il en a informé JPF et Patrick Lawson par l'intermédiaire de Raymond HOUNGBO qu'ils ont envoyé à Accra solliciter un rendez-vous avec Monsieur OLYMPIO.

Avant de quitter son domicile pour la plage le 17 avril 2010, deux jours après son arrivée à Lomé, il prit soin d'informer le comité d'organisation qu'il sera présent au meeting.

Pourtant après l'incident de la plage, Jean Pierre Fabre et Patrick Lawson déclareront plus tard sur les médias qu'ils n'étaient pas informés de l'arrivée de Monsieur OLYMPIO ni à Lomé ni à la plage. Alors que des responsables du FRAC en l'occurrence Koffi YAMGNANE et AGBEYOME Kodjo ont eu à faire au cours de ce même meeting des déclarations de reconnaissance à propos de cet incident.

Malgré la demande insistante de certains membres du BN, aucune délégation n'a été envoyée chez le Président National pour s'enquérir de son état, et personne n'a condamné à ce jour ni l'acte, ni les auteurs au niveau du FRAC.

Suite à la déformation de la réalité qui prévalait et à la campagne de dénigrement à son endroit par JPF, Patrick Lawson et leurs compagnons du FRAC, le Président National de l'UFC a alors décidé de réunir les responsables des quarante (40) fédérations préfectorales de l'UFC pour leur présenter les faits réels et rechercher les voies et moyens devant aboutir à une cohésion du parti.

Sur les quarante (40) fédérations, trente-cinq (35) ont répondu favorablement à l'appel du Président National malgré les tentatives de dissuasion de Jean Pierre Fabre et de ses compagnons.

Au cours de cette réunion tenue à Lomé, une commission de médiation a été mise en place, composée de cinq sages (2 femmes et 3 hommes), mem-

bres du Bureau National avec pour mission de concilier les deux camps et de ramener la cohésion et la sérénité au sein du parti.

Mais JPF et Patrick Lawson n'ont pas répondu aux invitations de la commission et ont carrément rejeté sa composition préférant mettre en place leur propre commission aux réunions de laquelle ils refusent de participer.

Après la proclamation des résultats de l'élection présidentielle, une délégation du RPT est allée rencontrer le Président National en consoulescence à Paris, pour débattre des sujets tels que :

- Le rapatriement de la dépouille de feu Président Sylvanus OLYMPIO

- La question des festivités du cinquantenaire

- Les concours du Président national pour une sortie de crise

Sur le dernier point, Monsieur OLYMPIO a souhaité que la discussion se déroule à Lomé de concert avec les cadres de son parti en toute transparence.

C'est ainsi qu'à son retour à Lomé, il fait venir à son domicile Patrick Lawson, Jean Pierre Fabre et Me Georges Lawson pour les informer de la proposition du gouvernement d'entreprendre des négociations avec l'UFC.

Prenant la parole JPF rejette la proposition et affirme qu'il ne négociera pas avec le pouvoir ; les autres ont demandé un temps de réflexion. Après plusieurs jours d'attente, le Président National de l'UFC décide d'envoyer Messieurs Elliott OHIN et Isaac Tchiakpè rencontrer le Premier Ministre HOUNGBO pour lui faire part de la décision d'entamer les négociations avec le pouvoir pour sa participation éventuelle à un gouvernement.

Suite à cette démarche préliminaire, les points de discussions avec le pouvoir furent soumis au Bureau National lors de sa réunion hebdomadaire le 10 mai 2010. A cette occasion le Président National expliqua la démarche du parti depuis Sant' Egidjo et la décision de s'entendre avec le RPT sur la formation d'un gouvernement après la présidentielle de 2010. Décision suscitée et encouragée par ses plus proches collaborateurs (des correspondances confirmant ces propos existent). Au terme des discussions, un consensus sur le principe d'entamer les négociations avec le pouvoir s'est dégagé.

Satisfait des résultats de la réunion, le Président National partit en renvoyant la suite des débats à la réunion du 17 mai 2010. Le 1<sup>er</sup> Vice Président Patrick LAWSON avant de accompagner le Président National demanda à l'assistance d'attendre pour des informations complémentaires.

Aussitôt après le départ du Président National, en fait d'informations complémentaires, ouvrit un débat de fond sur la composition de la délégation et la qualité de ceux qui allaient conduire celle-ci aux négociations avec le pouvoir. Alors qu'il était évident que selon les statuts, le Président National est de fait le chef de délégation, le Vice Président Patrick LAWSON proposa à l'assistance d'envoyer à cette négociation le candidat Fabre et le FRAC. L'UFC et son Président National n'y avaient plus aucune place et JPF atteignait son but. Les autres membres du Bureau National restés fidèles au Président National rejetèrent une telle éventualité empêchant ainsi un vote sur cette décision prise par Patrick Lawson qui aurait pu consacrer la prise de contrôle de l'UFC par JPF.

Quarante-huit heures avant la réunion du lundi 17 Mai 2010, le document des points devant faire l'objet de discussions est envoyé par le Président National à Messieurs Patrick LAWSON et Jean-Pierre FABRE pour

avis et amendements éventuels avant sa validation par le Bureau National. FABRE déclarera avoir reçu le document mais ne lui avoir accordé aucune importance.

A la réunion donc du 17 mai 2010, le Président National présente le document des points devant faire l'objet de discussions. Des questions d'éclaircissement ont été posées et ont eu des réponses appropriées. Le document a donc été approuvé par l'ensemble des membres du Bureau National présents.

Et pour avoir un plus large consensus autour du document d'accord, le Président National de l'UFC a envoyé des émissaires auprès des fédérations pour les consulter au sujet des contacts exploratoires pour un partage de pouvoir. Sur quarante (40) fédérations, (30) trente ont donné un avis favorable par écrit au Président National.

Mais après la signature de l'accord le 26 mai 2010, JPF et ses amis ont accentué leur campagne de désinformation de l'opinion sur les médias comme dans les fédérations pour faire croire aux militants et sympathisants du parti que la signature de l'accord a été une initiative unilatérale et personnelle du Président national.

Le 28 mai 2010 contre toute attente, JPF envoie une lettre d'exclusion signée de lui-même au Président national, comme étant une décision d'une réunion du Bureau National, contre l'avis de certains membres présents et en violation flagrante des textes du parti.

Plus haut, a été décrite la façon dont ce Monsieur est arrivé au parti et voilà qu'il se permet aujourd'hui d'exclure le Président Fondateur du parti. Mais quel culot !!!

Suite à cette forfaiture et conscient du fait que le Bureau National avait été pris en otage par JPF car composé à plus de 75% de ses partisans, le Président National a décidé de revoir sa composition (car le seul Bureau reconnu par le Ministère de l'Administration territoriale date de 1994) pour mettre fin au désordre en attendant de convoquer un congrès extraordinaire.

Mais la proposition de recomposition du Bureau National sera rejetée, par JPF et les siens. Ils convoqueront alors un congrès de l'UFC dans le but de renouveler le Bureau et prendre en main les rênes du parti. La demande fut rejetée par le Ministère de l'Administration territoriale car faite en violation des statuts du parti.

Le 12 août 2010, le Président National convoque un congrès extraordinaire auquel ont été conviés Fabre et ses amis. Leurs places sont restées inoccupées.

On apprendra plus tard qu'ils ont créé un parti dénommé Alliance Nationale pour le Changement (ANC), qui allait très rapidement se révéler comme le plus grand drame que le Togo ait connu après le 13 janvier 1963. Les anciens responsables de l'UFC devenus fondateurs de l'ANC, c'est-à-dire JPF et ses amis, spolieront l'UFC de tous ses actifs : les bureaux du siège du parti, les comptes bancaires et les logistiques (ordinateurs, imprimantes, photocopieurs, 60 chaises, 5 pick-up, 2 bus, plus de 200 bicyclettes et motos). Trois correspondances ont été envoyées en vain à JPF et ses amis pour faire passer de service et restituer à l'UFC ses biens.

Avec la création de l'ANC, la campagne de dénigrement commencée quelque mois plus tôt devint plus virulente.

Pendant plus de trois (3) ans, JPF et ses compagnons de l'ANC et du FRAC sont restés dans leur démarche de revendication de la victoire présumée

de JPF à la présidentielle de 2010, à travers l'organisation hebdomadaire de marches suivies de meetings politiques à la plage de Lomé. De 2010 à 2013, ils ont fait marcher la population de Bè-kodjindji à la plage, où lui-même et ses partisans ont pris l'habitude de jeter en pâture médiatique et sans euphémisme les autres partis politiques et la communauté internationale.

Vers qui se sont-ils tournés pour négocier leur participation aux législatives ?

Vers qui se tournent-ils aujourd'hui pour la présidentielle de 2015 ? Que cherchent-ils dans les chancelleries ? Pourquoi font-ils appel à d'autres partis aujourd'hui, alors qu'ils les ont déniés ?

Depuis 2010, JPF n'a cessé de changer de revendications, revendication de sa victoire, retour des 9 députés exclus de l'assemblée nationale, libération des détenus dans l'affaire des incendies du grand marché de Lomé et de Kara étreintes institutionnelles et constitutionnelles (réformes qu'il n'a jamais en réalité souhaitées).

Dans une tribune, en 2013, Tido Brassier, ex Secrétaire Général de la fédération internationale de l'ANC, a eu à qualifier JPF de paradoxe d'âne de Buridan qui est mort de faim et de soif entre le picotin d'avoine et le seau d'eau, faute de choisir par quoi commencer.

Les ambitions démesurées de JPF par rapport à ses expériences en art politique combinées à ses réactions impulsives font de lui un véritable obstacle à l'alternance pacifique. Ainsi :

1. L'UFC, grand parti politique jadis respecté a connu une grande crise provoquée par Fabre et ses compagnons, fragilisant gravement l'alternance politique. Dans la foulée JPF s'autoproclame candidat en 2010;
2. Aujourd'hui, il apparaît de par ses origines biologiques et son comportement que c'est une taupe infiltrée dans les rangs des forces démocratiques;
3. Au détriment des intérêts de l'UFC, il décide sans l'avis préalable du Président National et des autres membres d'intégrer le parti dans le FRAC;
4. Après avoir participé à toutes les négociations et encouragé le Président National à signer l'accord RPT/ UFC, il se rebiffe au dernier moment et se permet de signer une lettre d'exclusion du Président National pour prendre le contrôle du parti UFC;
5. Face à son échec, il crée l'ANC dont la seule stratégie est la calomnie et les diffamations orchestrées contre Monsieur OLYMPIO. Ce parti, l'ANC véritable calamité nationale, sera par la suite affaibli par le comportement de JPF vis à vis de ses camarades du CST qui finiront par l'abandonner après avoir compris qu'ils ont été exploités;
6. Champion des volte-face spectaculaires, l'usurpateur, l'escroc politique, après avoir juré que sans réformes il n'y aurait d'élection, s'engage dans la course à l'élection présidentielle surprenant les uns et les autres, ça c'est JPF;
7. Son génie destructeur lui fait pondre un nouveau bébé appelé CAP 2015, un regroupement de plus. Après avoir tenté en vain de fracasser l'UFC avec le FRAC, de saccager sans grand succès l'opposition avec le Collectif Saccageons le Togo (CST), il tente aujourd'hui avec CAP 2015, de capter non pas le pouvoir mais un hypothétique titre de chef de file de l'opposition, car sa seule et véritable ambition a toujours été de remplacer Monsieur Gilchrist OLYMPIO.

L'ANC avec JPF en tête, se complait aujourd'hui dans des agitations stériles et une sorte de suffisance par rapport aux autres partis politiques. Au

CST tout comme au CAP 2015, le comportement impulsif et méprisant de JPF fait que la plupart des partis membres ont dû abandonner à un moment donné les deux regroupements pour s'affranchir des desiderata du leader de l'ANC. JPF se targue d'être à la tête de l'opposition en oubliant qu'on ne fait pas de carrière politique en se vautrant dans un rôle d'éternel opposant. D'ailleurs, le soi disant titre de leader de l'opposition est une usurpation, vu que l'ANC n'a pas obtenu à elle seule les 19 députés dont elle se prévaut aujourd'hui, puisqu'elle faisait parti d'une coalition composée de cinq (05) partis politiques et d'organisations de la société civile.

Conclusion

Telle est la personnalité de JPF. Elle ne suscite qu'une question. S'il remporterait l'élection présidentielle du 15 avril 2015, qui sacrifierait-il sur l'autel de ses ambitions et de son caractère impulsif ? Le peuple togolais. Cette perspective est trop inquiétante pour que les électeurs continuent d'ignorer qui il est réellement.

Peuple togolais ce franco-togolais est dangereux pour ton avenir. Il roule uniquement pour ses intérêts et ceux de la Françafrique.

Il a trahi un combat, celui de l'alternance, sa famille politique l'UFC et l'opposition en général, qu'il a divisée dans le seul but de se positionner comme son chef de file. Il est aujourd'hui candidat et compte sur les suffrages de ceux qu'il a trahis, et de ceux qu'il trahira. Son programme politique ne tient qu'en quelques mots : mon ambition et mon intérêt personnels, l'intolérance et l'extrémisme, bref tout ce qu'il faut pour détruire le Togo.

Souvenez-vous de celui qui se proclamait candidat naturel de l'opposition avant de se rendre compte qu'une candidature est une affaire sérieuse et qu'il fallait être investi au moins par son parti. Tel est l'homme, impulsif donc dangereux, démesuré, ambitieux qui, comme le niais de Sologne ne se trompe qu'à son profit.

« Nul n'est coupable d'avoir dit la vérité ; c'est à celui qui écoute d'en faire son profit ou sa perte. » comme l'affirme un proverbe chinois. L'UFC souhaite ardemment que le Peuple togolais tire des enseignements des vérités décrites.

Il serait dangereux pour les Togolais, après un demi-siècle de lutte acharnée contre le régime du parti unique, de confier leurs destinées à JPF et ses amis, qui à leur départ du parti ont vidé et pillé tous les avoirs du parti dont ils ont eu la charge pendant plus de quinze (15) ans, et qui refusent obstinément de faire le compte de leur gestion conformément aux textes du parti.

Qu'advient-il donc de notre pays si, par malheur ces messieurs de l'ANC venaient à prendre le pouvoir ? Le peuple togolais ne veut pas d'une kleptocratie à la place de la démocratie pour laquelle il a déjà consenti d'énormes sacrifices. L'enjeu de la présidentielle est crucial pour notre pays et il doit nous recommander de porter à la connaissance des populations toutes ces informations.

La refondation de l'UFC, mère de l'opposition togolaise et sa quête perpétuelle de consensus minimum national, condition sine qua non pour tout développement étant en progression, l'UFC s'est abstenue de présenter un candidat à la prochaine présidentielle. Elle appelle le peuple togolais et surtout ses militants à beaucoup de discernement pour ne pas se faire berner par des vendeurs d'illusions.

**Le Bureau Directeur**